

CE MONDE QUI BOUGE

# Bush-Chavez, ou l'affrontement entre deux logiques

Par Hassane Zerrouky



George Bush a entrepris une tournée en Amérique latine qui l'a mené au Brésil, en Uruguay, au Guatemala, en Colombie et au Mexique. Le continent sud-américain a de tout temps été considéré par Washington comme son pré-carré, et ce, depuis que le président républicain Monroe a formulé en décembre 1823 les grands principes d'une doctrine qui porte son nom. Il mettait en garde l'Europe contre toute tentative de colonisation de l'Amérique latine, déjà considérée comme chasse gardée avant l'heure, des Etats-Unis. En contrepartie, Washington s'abstenait de toute ingérence sur le continent européen. Cette doctrine a bien sûr évolué au gré des rapports de force internationaux : le président Roosevelt y a ajouté d'autres principes comme celui de l'interventionnisme au nom de la défense des intérêts américains. C'est ainsi qu'après 1945, en tirant prétexte d'un supposé danger communiste menaçant les libertés, l'Amérique latine, l'Europe de l'Ouest, une partie du continent asiatique et le Moyen-Orient, notamment les pétro-marchés, ont été intégrés dans la zone d'influence américaine. De ce fait, aux yeux de Washington, tous ceux qui ne se trouvent pas dans son aire d'influence sont soit suspects, soit ennemis ou faisant partie de "l'axe du mal" ! Depuis 1945, aucun président américain n'a dérogé à cette doctrine qui fonde les grands principes de la politique étrangère des Etats-Unis.

Guidé par ces principes, George Bush a débuté sa visite par le Brésil et l'Uruguay, deux pays dirigés par des gouvernements de gauche, avant de se rendre dans les pays alliés des Etats-Unis. Un choix qui obéit à une logique : contrer la politique du président vénézuélien, Hugo Chavez. Avec l'avènement de celui-ci, démocratiquement élu pour la troisième fois consécutive, plusieurs pays et non des moindres ont basculé à gauche : la Bolivie, l'Equateur, le Nicaragua, auxquels s'ajoutent le Chili, l'Uruguay et bien sur le Brésil. Porteur d'un projet, "l'Alternative bolivarienne des Amériques" qui s'oppose au projet néo-libéral de libre-échange prôné par George Bush, Hugo Chavez inquiète les Etats-Unis. Il les inquiète parce que c'est un chef d'Etat possédant la légitimité démocratique, élu sans bourrage d'urnes et qui plus est n'a jamais interdit à l'opposition de s'exprimer : celle-ci possède de huit chaînes de télé qui, sans discontinuité, critiquent sa politique, allant jusqu'à user de grossiers procédés pour le faire chuter. Evo Morales, président de la Bolivie, Rafael Corea, président de l'Equateur, ont suivi son exemple. Au point où Washington, habitué à instrumentaliser les droits de l'homme et le respect de la liberté d'expression pour abattre ses ennemis, se trouve devant une situation inédite et est de fait désarmé. Dès lors, George Bush en est réduit à tenter de s'appuyer sur les régimes dits de gauche "modérée" — le Brésil et l'Uruguay, voire le Chili — pour constituer un axe englobant les alliés des Etats-Unis — la Colombie, le Mexique, le Guatemala... — afin de faire barrage aux pays dits "bolivarocastistes". Reste que le Brésil de Lula n'a pas l'intention de se prêter à une telle manœuvre. Et qu'à terme, Washington sera contraint de composer avec cette nouvelle réalité.

A travers ce duel à distance entre Chavez et Bush, on assiste à un affrontement entre deux logiques : une voie de développement national permettant aux pays sud-américains, sur fond de maîtrise de leurs richesses nationales et de coopération intra-régionale, de réduire la pauvreté et les inégalités sociales, et le néo-libéralisme générateur d'inégalités, d'aggravation des fractures sociales, d'appauvrissement et de dépendance politico-économique. En mettant au centre du débat la possibilité d'une autre alternative à la mondialisation néolibérale capitaliste, Hugo Chavez est en train de montrer la voie aux pays pauvres. Surtout, il est en train de montrer que la mondialisation libérale n'est ni une fatalité ni un vecteur de modernité comme le pensent certains démocrates en Algérie.

H. Z.

LE REGARD DE MOHAMED BENCHICOU

soirmben@yahoo.fr

# La défaite du fouet



Un monde ancien s'écroule sous nos yeux et nous en mesurons en Algérie, avec les échecs de Bouteflika, les amères désillusions : la mort d'un chimérique traité d'amitié avec la France, rêve à jamais emporté par Chirac dans sa retraite ; la cuisante défaite diplomatique sur le dossier du Sahara Occidental ; l'incroyable aggravation du malaise social et du chômage qui frappe les jeunes ; la montée de la pauvreté ; les ravages de la corruption sur l'économie nationale ; la dramatique persistance du terrorisme ; la déculturation...

Qui ces faillites algériennes, et bien d'autres, sont d'abord celles d'un monde ancien qui fait naufrage, un monde moribond qui a le visage, fatigué, de Bouteflika et le corps, usé, du système grabataire qui nous gouverne depuis un demi-siècle. Ce sont les dérives d'une vieille façon de voir le monde, le désastre d'une conduite autoritaire et fermée des affaires de la nation. La défaite du despotisme. La défaite du fouet. La rançon, très coûteuse, de l'illégitimité autant que celle de l'impopularité. Le résultat du fossé qui s'est élargi entre un peuple et ses gouvernants. Le fiasco d'un régime qui ne se nourrit plus de la vitalité de sa société, de son génie, de sa force et de ses espoirs.

Le régime de Bouteflika c'est, hélas pour nous, tout cela. Et rien que cela.

L'homme croyait pouvoir encore faire de la "diplomatie à l'ancienne", se suffire de sa ruse et de la qualité de ses connivences. Les derniers revers diplomatiques viennent lui rappeler deux leçons de ce nouveau siècle : d'une part que ce sont les opinions qui, de plus en plus, dictent les grandes décisions aux pouvoirs ; d'autre part qu'un régime n'est écouté que s'il est fort de l'aval de sa propre société. Or, quelle image renvoie aujourd'hui l'Algérie de Bouteflika ? L'image vieillie et détestable d'un régime ankylosé, corrompu, autoritaire, qui manie le gourdin contre ses opposants et ses journalistes, détaché de son peuple. Isolé sur son perchoir. Et c'est ce régime impopulaire et aussi asséché qu'une salamandre de décoration, qui espérait arracher une repentance de l'Etat français ? Il n'y avait que la flagornerie de Jacques Chirac pour laisser croire à Abdelaziz Bouteflika qu'il était un second Adenauer et à l'Algérie qu'elle avait le charme de l'Allemagne post-hittérienne. Il n'y avait que lui pour donner l'illusion aux dictateurs d'Afrique qu'ils avaient encore du crédit aux yeux des Français. Le chef d'état français est d'ailleurs considéré, dans son genre, comme un symbole du monde ancien si on en juge par les articles très sévères de la presse occidentale, représentative de la nouvelle opinion européenne, au lendemain de son message télévisé. Un "champion du contrôle étatique dans les années 1970", selon le *Guardian*, "Caméleon Bonaparte", selon la BBC, "un piètre stratège mais excellent démagogue, père assassin de toute une génération d'hommes politiques de talent, qu'il a étouffés les uns après les autres", selon le quotidien belge *Le Soir*.

Si Chirac est ainsi vu par les observateurs européens, qu'en est-il alors de Bouteflika ? Le président algérien a cru pouvoir

négoier habilement avec les vieilles recettes de Talleyrand. Le monde ne l'écoutait déjà plus. Avec le départ de Chirac s'enterme le rêve de la repentance et se noie le projet utopique de traité d'amitié. Cruelle défaite du despotisme algérien : aucun des trois successeurs potentiels de Chirac, de Sarkozy à Royal en passant par Bayrou, n'est favorable à l'idée de repentance ni ne partage la perspective d'un traité d'amitié algéro-français. Ils tiennent, tous les trois, un discours nouveau émancipé des connivences chiraquiennes et conforme aux tendances des générations d'aujourd'hui, un discours qu'il faut savoir décrypter et utiliser au mieux des intérêts algériens et de la réhabilitation de notre mémoire. Ce discours d'une nouvelle génération, le régime algérien, déphasé, ne le comprend pas mais le roi Mohammed VI, lui, a su habilement le capter pour l'utiliser à son tour, se faire écouter, améliorer l'image du Maroc et retourner à son avantage la situation diplomatique sur le Sahara Occidental.

Le ralliement de l'Espagne aux thèses marocaines est à ce point un échec consommé pour Abdelaziz Bouteflika que le président algérien en fut réduit à ne pas aborder, mardi dernier, la question du Sahara Occidental avec le roi d'Espagne, Juan Carlos, en visite à Alger. On ne peut mieux avaler son chapeau ! Je ne partage pas l'analyse de mon ami Abdelaziz Rehbi : il n'y a pas forcément, dans cette affaire, "une stratégie visant à isoler l'Algérie". Le régime algérien s'est aussi isolé de ses propres mains, par son autisme, son immobilisme, son obsolescence, son autoritarisme d'un autre âge et, surtout, par sa vulnérabilité, celle d'un pouvoir quasi illégitime qui ne semble guère soutenu par sa propre population. Comment, dans le monde d'aujourd'hui, un régime tyrannique et oppresseur peut-il prétendre défendre avec succès une cause de décolonisation ? Nous ne sommes plus dans la diplomatie de Boudiène. Un monde ancien s'est écroulé. Et dans le nouveau monde, le Maroc de Mohammed VI, plus ouvert, plus dynamique, plus moderne, peut-être même plus démocratique, marque des points. Si le gouvernement de Zapatero défend avec succès la thèse marocaine auprès de ses pairs européens, c'est parce qu'il plaide la stabilité d'un Maroc familial aux générations d'aujourd'hui, c'est-à-dire d'un pays plus présent, plus moderne, plus prometteur, plus "lisible" sur le plan démocratique par les opinions occidentales. Il faut quand même reconnaître que dans un Maghreb où même la Mauritanie en vient à s'offrir de vraies élections présidentielles, avec un vrai second tour, que dans ce Maghreb-là, l'Algérie jure par son archaïsme. On ne remercia jamais assez Ben Ali et Kadhafi d'atténuer pour nous les inattendus effets du contraste.

Or, tout est là : aucun succès diplomatique ne peut, désormais, se bâtir sur les insuccès nationaux. Dans l'arène internationale, un pays n'est respecté que pour son aptitude à y donner l'image d'une nation et pas seulement d'un Etat, aussi indiscutables que soient ses allures régaliennes. L'image d'une entité cohérente,

harmonieuse, soudée, forte de la cohésion entre un pouvoir et une société liés par un pacte de prospérité et de respect des libertés. On en est loin. Pour les plus indulgents de nos amis, l'Algérie de Bouteflika passe désormais pour le pays de l'immobilisme éclairé. Si le Nobel récompensait l'inaction, notre président y serait l'imbattable favori. Car qu'est-ce que le bilan du président sinon, au mieux, celui de huit années d'inaction ? Le régime n'y a su offrir ni la prospérité ni encore moins les libertés. Deux rapports publiés en ce mois de mars, l'un algérien l'autre américain, viennent illustrer l'ampleur de la faillite du régime. Le premier est une enquête — quel bonheur de savoir que des Algériens font encore de la recherche ! — menée par des sociologues et des psychologues du Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD). Elle indique que, dans l'Algérie de 2007, la première cause du stress est liée à la persistance du chômage que le régime n'a su ni éradiquer ni amoindrir. Nos millions de compatriotes privés de travail, donc de moyens d'existence, vivent, selon cette étude, le chômage comme "une source de troubles importants", comme un "sentiment d'impuissance et d'affaiblissement". Le second rapport est une étude du département d'Etat américain, publiée ce mois-ci à Washington, et qui montre qu'il existe un gouffre entre les textes généraux de Bouteflika et la réalité vécue par la population. Il confirme d'abord que la corruption continue de sévir gravement en Algérie, "en dépit des textes de loi mis en œuvre". Le rapport US cite, pêle-mêle, le cas de Ahmed Bourricha l'ex-wali de Blida, poursuivi par le tribunal criminel pour détournement de deniers publics et celui de l'ex-wali d'El Tarf. Le recours abusif au gré à gré, le manque de transparence du pouvoir exécutif et met en exergue le fait que 80% des ministres n'ont pas fait leur déclaration du patrimoine. Le rapport est accablant pour la justice algérienne. "Bien que la Constitution protège l'indépendance de la justice, ce principe est bafoûé sur le terrain", note le document du département d'Etat. Il révèle des chiffres peu flatteurs : 60 magistrats ont été radiés pour corruption, 12 ont comparu devant le Haut-Conseil de la magistrature et 23 ont été rétrogradés pour "abus de pouvoir".

## Bâtir un autre regard

Le plus fâcheux dans l'histoire c'est qu'avec de tels déboires internes le pouvoir escompte non seulement décrocher des triomphes internationaux mais aussi s'éterniser sur le trône.

Que faire ? C'est la question angoissée de nombreux lecteurs convaincus de la réalité du naufrage et qui s'alarment de ce qu'aucune bouée ne se profile à l'horizon. Il n'y en a, en effet, aucune ici, dans le compagnonnage, passif ou actif, avec un régime autoritaire, dépassé et sinistré, et qui se regarde mourir au milieu de ses vieilles vanités, dans le monde ancien. Il y en a une, en revanche, là-bas, qui nous attend dans le monde nouveau que l'on hésite encore à conquérir. Il nous suffit d'avoir le courage des choix difficiles et la patience de les féconder.

Il nous suffit de formuler une politique nouvelle, émancipée, à l'écoute du monde nouveau, et de nous en tenir. C'est la mission de ceux qui, parmi l'opposition, ont entrepris de bâtir une autre Algérie. En sont-ils vraiment convaincus ?

Voilà qui nous amène aux questions qui fâchent et d'abord celle laissée en suspens la semaine dernière : faut-il participer aux élections qu'organise le pouvoir pour s'éterniser sur le trône ?

Je constate d'abord qu'après un demi-siècle de votes truqués, poser la question est déjà une insulte au bon sens. Et c'est ce qu'il y a de nouveau et de frappant dans l'Algérie de 2007 : la société, qui ne manque pas de bon sens, semble en avance sur l'opposition qui est pourtant censée parler en son nom. La société sait que les législatives du 17 mai prochain seront falsifiées tout comme l'ont été les consultations électorales qui les ont précédées ; la société sait que les élections servent à donner aux régimes totalitaires le respectabilité que leur interdisent leurs bilans. C'est pourquoi la société n'ira pas voter. Le plus spectaculaire est que ces vérités sont tellement incontestables qu'elles sont partagées par ceux qui, parmi nos opposants, se préparent à faire partie de la mascarade. Louisa Hanoune et Saïd Sadi disent s'attendre à la fraude mais avouent ne pas résister à la tentation de la parodie ! Quel terrible déclin... On répliquera, avec raison, que ces arguments, aussi pathétiques soient-ils, ont pour eux l'avantage de la franchise, ce qui n'est pas le cas de certains de mes amis des arouch ou du MDS, aïe Hocine Ali qui s'approprient à partir aux élections pour, disent-ils, "barer la route à la fraude et réhabiliter le suffrage universel" ! Comprenez qui pourra.

En vérité, l'opposition démocratique algérienne est placée, à l'occasion de ces prochaines législatives truquées, devant trois terribles responsabilités historiques. D'abord le choix d'accélérer la défaite du despotisme algérien et d'isoler l'intégrisme ou, à l'inverse, celui de les secourir. Ensuite le devoir d'accompagner un mouvement social contestataire qui va s'exprimer par le boycottage ou, au contraire, la tentation de le mépriser. Enfin, exploiter ou ne pas exploiter l'opportunité exceptionnelle de concevoir une politique alternative à celle du système, à celle de l'islamisme. D'entrer dans le nouveau monde. L'union des démocrates algériens, à laquelle s'épouse à appeler notre ami Berheri, passe par là et nos opposants gloutons ont tort de la troquer contre un strapontin. L'histoire est implacable. Elle n'oublie aucune félonie.

Le monde nouveau se fera, mais sans eux.

M. B.